

ARRÊTÉ n° 2026-DCAT-BEPE- 94

du 12 MARS 2026

abrogeant l'arrêté DCAT-BEPE-n°219 du 19 juin 2025 mettant en demeure la société Logifare de respecter certaines prescriptions relatives à l'échantillonnage des rejets aqueux pour ses installations situées sur le territoire des communes de Farebersviller, Seingbouse et Henriville

**Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite**

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire-général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 97-AG/2-234 du 18 novembre 1997 modifié autorisant la société Katoen Natie France à exploiter une plate-forme logistique d'entreposage et une station de lavage intérieur de citernes routières à Seingbouse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCAT-BEPE-/n°219 du 19 juin 2025 mettant en demeure la société Logifare de respecter certaines prescriptions relatives à l'échantillonnage des rejets aqueux pour ses installations situées sur le territoire des communes de Farebersviller, Seingbouse et Henriville ;

Vu le rapport du 2 mars 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est chargée de l'inspection des installations classées faisant suite au courrier de la société Logifare du 12 janvier 2026 ;

Considérant que la prescription visée par l'article 16.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°97-AG/2-234 du 18 novembre 1997 modifié est inadaptée ;

Considérant que la prescription visée par l'article 51 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 est respectée ;

Considérant ainsi que la mise en demeure susvisée peut être levée ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 :

L'arrêté préfectoral DCAT-BEPE-/n°2025-219 du 19 juin 2025 mettant en demeure la société Logifare de respecter les dispositions de l'article l'article 51 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié et de l'article 16.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°97-AG/2-234 du 18 novembre 1997 modifié en ce qui concerne à l'échantillonnage des rejets aqueux pour ses installations situées sur le territoire des communes de Farebersviller, Seingbouse et Henrville, est abrogé.

Article 2 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Heintz Logistique et dont copie est adressée au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle et aux maires de Farébersviller, de Seingbouse et d'Henrille.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Jérôme Seguy